

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article2138>



Election du Bureau départemental du SNES de Côte-d'Or
(2007-2009)

Liste ouverte à l'initiative de l'École Émancipée

- SNES académique de Dijon - Départements - Côte-d'Or - Vie syndicale - Mandat électif 2007-2009 -



Publication date: lundi 7 mai 2007

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Militant(e)s ou proches de la tendance École Émancipée dans le SNES, nous participons à toutes les tâches quotidiennes de défense des personnels. A tous les niveaux, nous avons choisi de travailler à la construction et au développement de notre outil syndical.

Nous ne partageons pas, pour autant, les orientations de la tendance Unité et Action, pour l'instant majoritaire dans le SNES, et pensons qu'elles ne permettent pas au SNES, premier syndicat du second degré, de s'opposer efficacement à l'entreprise de démolition sociale du gouvernement et du MEDEF.

Une attaque sans précédent

Depuis notre dernier congrès, les attaques contre l'Éducation nationale et ses personnels se sont considérablement accrues. Appuyés sur le rapport Thélot et la loi Fillon, Gilles de Robien a multiplié les réductions drastiques de postes et remis en cause le statut des personnels avec la « réforme » des décrets de 1950. Ce qui est en cours, c'est un changement radical du rôle et des missions de l'École : appauvrissement des contenus par le « socle commun » et le projet d'instauration d'une bivalence généralisée (ayant pour corollaire la remise en cause du cadre des concours et la destruction de la formation en IUFM) ; caporalisation de la profession avec les conseils pédagogiques instaurant la « bonne pédagogie » à suivre (mais aussi les sanctions comme l'a démontré de Robien dans sa « croisade » pour la « bonne méthode de lecture » dans le primaire) ; volonté de transformer les enseignants en censeurs du comportement avec la mise en place de la note de vie scolaire et en sergents recruteurs des entreprises par l'orientation précoce des élèves et l'apprentissage à 14 ans (impliquant le travail de nuit ...).

Il ne s'agit pas là d'une offensive isolée. Elle est profondément liée à un projet de société ultra libéral qui a pour but de revenir sur toutes les conquêtes du salariat, de casser le droit du travail, de saper les fondements des Services publics, d'économiser les moyens d'éducation et de santé des populations au profit de la défense et de la police, d'instaurer une inégalité sociale toujours plus grande pour le seul profit de quelques uns, une société de pauvreté et de contrôle.

Dans ce projet, l'École occupe une place centrale : non plus l'École obligatoire, mais les sorties précoces, non plus une transmission de qualité des connaissances, mais le kit basique pour des métiers sous-qualifiés, non plus l'éducation à la vie en société, non plus la construction d'un esprit critique, mais le dressage comportemental.

Dans cette période électorale, les discours d'un Sarkozy, d'une Royale, sans parler d'un Le Pen, n'augurent rien de bon.

Nous devons défendre les valeurs que nous portons pour l'École avec intransigeance et détermination et avec la conviction qu'une épreuve de force nous attend certainement dans les mois qui viennent.

Car la profession résiste et se mobilise. Elle sait que les valeurs qu'elle défend pour l'École ne sont pas négociables. Comme l'ensemble du salariat, elle résiste contre la remise en cause de ses statuts, contre les 20% de baisse de son pouvoir d'achat depuis 25 ans tout autant que contre le saccage des missions de l'Éducation nationale et l'expulsion des enfants scolarisés « sans-papiers ».

Gagner pour l'École, c'est un combat que le SNES ne réussira ni seul, ni de manière catégorielle.

Plus que jamais, la profession a besoin d'unité, d'unité syndicale, mais pas à minima, d'une unité sur des bases claires et combatives. Par la mise en place des remplacements, des conseils pédagogiques, Gilles de Robien a cherché à diviser les enseignants entre eux. Ses dernières déclarations insistant sur le fait que, suivant les matières enseignées, des enseignants travaillent plus que d'autres vont dans le même sens.

Dans ce contexte tendu, certaines motions adoptées par la majorité lors du congrès académique et se proposant « d'examiner (...) les possibilités d'une meilleure prise en compte de la diversité des conditions de travail entre lycée et collège, entre les différentes disciplines, en jouant sur une modulation du temps de service devant les élèves, les horaires disciplinaires, la taille des classes... » sonnent, de façon inquiétante comme un écho au propos de de Robien. Il y a là une pente dangereuse sur laquelle la majorité glisse. Nous le savons d'expérience, les mobilisations réussies sont celles qui se font sur les mots d'ordres les plus unifiants et non en opposant les enseignants suivant leurs matières.

Nous devons également investir profondément la question de la réforme des IUFM. De plus en plus, les formations visent à transformer l'enseignant en simple exécutant des programmes et directives et en poste avancé de la répression contre les enfants et adolescents difficiles. Face à cela, il faut affirmer la nécessité de diversifier les formations afin d'ouvrir les jeunes collègues à toutes les voies pédagogiques, et obtenir enfin une entrée progressive dans le métier au lieu de l'alourdissement des heures prévues pour les stagiaires.

Il faut également lutter pour que les enseignants conservent le contrôle de leur formation malgré l'intégration dans l'université et son cadre concurrentiel créé par la réforme LMD. Enfin, par un financement des études et la réouverture des postes aux concours, il faut atteindre l'égalité d'accès aux concours aujourd'hui souvent réservés à des étudiants issus de milieux favorisés.

C'est d'abord dans le cadre de la FSU que la fusion des luttes doit s'opérer.

Pourrons-nous gagner sur les TZR dans le secondaire sans gagner sur les titulaires mobiles dans le primaire ? Pensons-nous que les revendications des collègues d'EPS sont différentes de celles de l'ensemble des enseignants ? Nous avons à partager avec nos collègues infirmier(e)s scolaires ou nos collègues TOS ; à partager sur les questions d'éducation, de répression et de relégation des jeunes mineurs dans les centres fermés avec nos collègues de la protection judiciaire de l'enfance. Au niveau d'un établissement scolaire comme à l'échelle de l'ensemble de l'Éducation nationale, **nous devons résolument avancer vers des sections FSU dans les établissements**, cadre qui en respectant l'autonomie des syndicats permet la mise en commun des informations et des luttes.

Dans le même esprit, nous devons tout faire pour associer les parents à nos luttes. En ce sens des mobilisations d'ampleur, comme celles de Sombornon et de l'École des Violettes mériteraient d'être discutées collectivement pour appréhender les éléments susceptibles d'être « modélisés ».

Nous devons au maximum éviter le morcellement des actions : sur les notes de vie scolaires où en est-on ? Des équipes ont collectivement refusé, et parce que la décision a été collective, les pressions de l'administration ont fait long feu. Mais ce n'est pas le cas partout, des collègues « tiennent » seuls ou presque avec des pressions hiérarchiques importantes. Nous ne pouvons laisser perdurer cela. Nous devons remettre en place un rapport de force, ne pas laisser des camarades isolés. C'est en ce sens que nous avons proposés à la réunion des S1 qui s'est tenue mi-février un texte qui puisse fédérer les actions des collègues.

Nous devons amplifier la lutte contre les décrets de 1950 qui, combinés avec la réduction drastique des DHG et les suppressions de postes et de divisions dans les collèges et lycées annoncent une situation intenable pour la rentrée

2007. Plus de travail, dans de plus mauvaises conditions, avec des effectifs de classe de plus en plus chargés et des enseignants obligés à la bivalence et à enseigner dans plusieurs établissements pour compléter leurs horaires : décidément, trop, c'est trop ! Pour les élèves, pour les enseignants et pour les parents.

D'ores et déjà, des équipes syndicales ont décidé de radicaliser leurs actions (comme au lycée de Chevigny où le boycott du Bac blanc a été décidé). Oui, tous les S1 doivent se mobiliser et entreprendre toutes les actions susceptibles de mobiliser les collègues. Mais notre rôle de syndicat est aussi de proposer des mobilisations centrales impliquant l'ensemble du milieu : nous n'échapperons pas à une épreuve de force pouvant aller jusqu'à la grève reconductible. La grève, quand elle est décidée et reconduite démocratiquement, quand elle est massive, est encore le meilleur moyen de gagner sur les revendications. Non, il n'y a pas de trêve électorale, oui, il y a des luttes victorieuses dans le privé, comme à Citroën Aulnay ou au Port autonome de Marseille.

A nous de convaincre parents et enseignants que ce combat en vaut la peine.

Enfin, le charcutage, par le Conseil général, de la carte scolaire (zones de recrutements retirées à certains établissements pour être affectées à d'autres), dans la plus grande opacité et sans la moindre consultation démocratique, doit nous persuader que des actions extrêmement urgentes, unifiant parents, enseignants et élus sont à préparer dans les délais les plus brefs.

Ne pas laisser les camarades isolés, mais aussi contribuer à la construction et à la mise en réseau des S1.

Entre novembre 2005 et janvier 2006 des camarades du S2 et du S3 (et l'École émancipée y a pris une grande part) ont entrepris une « tournée » des établissements scolaires. Ceux qui l'ont faite ont beaucoup appris, sur des pratiques inadmissibles de certains chefs d'établissement, les difficultés et l'isolement des camarades du SNES. Le besoin d'organisation, la volonté de recevoir des informations sur les expériences de lutte et de résistance est souvent une préoccupation majeure. Nous devons continuer et amplifier ce type de pratiques : Sans S1 organisés à la base et actifs, les luttes d'ampleur resteront toujours difficiles à mettre en place.

Dans le même esprit des stages du SNES devraient être organisés pour discuter des pratiques militantes, analyser et collectiviser les expériences ayant débouché sur des mobilisations efficaces.

Pour un syndicalisme démocratique, solidaire et combattif

Votez École Émancipée

Chantal Besse	collège de Sombornon
Thierry Desanti	collège de Sombornon
Yvette Fabre-André	retraîtée
Erika Galle-Lecrubier	collège de Saulieu
Véronique Martin	lycée Hippolyte-Fontaine, Dijon
Yves Moalic	lycée Anna-Judic, Semur-en-Auxois
Marie Saucourt	collège de Saulieu

Liste ouverte à l'initiative de l'École Émancipée

Carine Sobkowiak	collège de Venarey-les-Laumes
------------------	-------------------------------